

**Séance ordinaire du
jeudi 25 octobre 2018**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-cinq octobre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Véronique PEREZ ayant donné pouvoir à Véronique DEMON, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL

**Secteur Hortus-Mende - Mandat d'études à la SA3M - Compte rendu annuel à la
collectivité - Approbation**

Madame l'Adjointe déléguée à l'Urbanisme opérationnel, Chantal MARION, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, en lien avec la création de la ligne 5 de tramway et en particulier la station Hortus qui doit s'implanter route de Mende, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement d'un périmètre d'environ 18ha, dit « Hortus ».

Ce secteur est centré sur l'intersection de la rue de l'Hortus et de la route de Mende, et s'étend de la place Jean Baumel au sud jusqu'au centre Agropolis au nord. Pour cela, la Ville de Montpellier a décidé d'engager un programme d'études et d'expertises techniques pour affiner la faisabilité technique, administrative et financière de cette opération.

La mission de conduite de l'ensemble de ces études a été confiée le 4 août 2017 à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par la Ville de Montpellier (en son nom et pour son compte), pour une durée de vingt-quatre mois et pour un montant prévisionnel estimé à 320 000 € HT (384 000€ TTC).

Ce mandat a été conclu sans mise en concurrence préalable en raison du statut de Société Publique Local

d'Aménagement (SPLA) de la SA3M.

Depuis la signature de cette convention de mandat, ont été lancées les missions de géomètre, de diagnostic et de réalisation du schéma voiries et réseaux divers (VRD), ainsi que les études relatives à l'hydraulique et à l'environnement (faune-flore). Des prestataires pour la réalisation de l'étude d'impact environnementale et d'un diagnostic des activités commerciales sont en cours de désignation.

Enfin, conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de son décret d'application n°2016-360 en date du 25 mars 2016, une procédure est en cours pour l'attribution de la mission d'urbaniste-paysagiste, sous la forme d'un accord-cadre de prestations intellectuelles, afin notamment de définir le parti pris d'aménagement, le schéma d'organisation générale de l'espace public, les principes de volumétrie et d'épannelage ainsi que les éléments programmatiques.

Chacune des quatre équipes retenues doit formuler une offre incluant une proposition de schéma d'ensemble, principes de volumétries et d'identité architecturale, ces principes sont discutés dans le cadre des négociations. Pour cela elles seront indemnisées 12 000 euros HT chacune. Les études urbaines débuteront fin 2018.

Au 31 décembre 2017, les dépenses engagées s'élèvent à 24 000 € TTC, et les remboursements perçus au titre de du mandat d'études à 24 000 € TTC. A en outre été versée une avance de trésorerie de 50 000 € permettant l'engagement des études de tiers. A la même date, le prévisionnel des dépenses du mandat est toujours de 384 000 € TTC, sans évolution par rapport à l'exercice précédent.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2017 du secteur Hortus, établi par la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), titulaire du mandat d'études ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de ce mandat établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte du rapport et adopte les autres dispositions relatives à la délibération.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 30 octobre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 31 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- 02946_CRAC_2017_VD.pdf

- 02946 Synthèse.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20181025-51980A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 30/10/18
Réception en Préfecture : 30/10/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.